

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 05/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALLOUREC TUBES FRANCE

50 rue Laveissière
BP 14
76250 Déville-lès-Rouen

Références : UDRD-2023-06-285-ET GM/ChH
Code AIOT : 0005800571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement VALLOUREC TUBES FRANCE implanté 50, rue Laveissière BP 14 76250 Déville-lès-Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'usine Vallourec Tubes France a cessé son activité le 30 juin 2021. Suite à la remise du plan de gestion par l'exploitant, plusieurs échanges ont eu lieu avec l'inspection, au sujet de l'état des milieux et des mesures de dépollutions nécessaires, aboutissant à la prescription des travaux nécessaires à la remise en état du site par arrêté préfectoral du 20 janvier 2023. La visite visait à contrôler la mise en œuvre des travaux prescrits, conformément aux préconisations du plan de gestion.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALLOUREC TUBES FRANCE
- 50, rue Laveissière BP 14 76250 Déville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005800571

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Jusqu'en 2016 , l'usine de Déville-lès-Rouen était spécialisée dans la fabrication de tubes en acier sans soudure et leurs traitements thermiques dans des fours.

En 2016, dans le cadre de « l'adaptation usine 2016-2019 », l'activité de laminage a été arrêtée et l'usine s'est spécialisée dans les traitements thermiques de tubes en acier sans soudure qui sont fabriqués dans d'autres usines du groupe Vallourec.

Les volumes d'activité ont décliné progressivement depuis lors. Les installations sont à l'arrêt depuis Juin 2021, et sont en cours de démantèlement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Site et sols pollués, suivi des travaux de dépollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dépollution des COHV	Arrêté Préfectoral du 20/01/2023, article 1	/	Sans objet
2	État des milieux	Arrêté Préfectoral du 20/01/2023, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de dépollution du site prescrits par arrêté du 20 janvier 2023 sont initiés, et devraient durer de 3 à 6 mois, selon les zones concernées. L'exploitant se conformera aux autres prescriptions de l'arrêté (surveillance des rejets atmosphériques et transmission des résultats). Un rapport de fin de travaux est attendu à l'issue des opérations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dépollution des COHV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société VALLOUREC TUBES FRANCE met en œuvre les mesures permettant le traitement in-situ de la pollution en COHV telle que caractérisée dans le plan de gestion du site qu'elle a exploité, sis 50 Rue Laveissière à Déville les Rouen, en vue : - de sa suppression ; - ou, à défaut, de sa réduction de manière à ce que la concentration en COHV dans les gaz du sol soit en tout point inférieure au seuil de coupure de 1 300 µg/m ³ , tel que défini dans le plan de gestion ENVISOL du 30/09/2021,
Constats : L'exploitant a présenté un plan de répartition des puits destinés à la dépollution des gaz du sol par la méthode dite de "venting" vertical. Cette méthode et l'implantation retenues correspondent aux préconisations du plan de gestion des sols établi en 2021, complété en 2022, et aux conclusions de la phase pilote menée au premier semestre 2022. Environ 130 ouvrages sont en place, répartis en 6 zones (1, 2, 3, 4, 5a et 5b), reliés à 4 unités de traitement. Une unité de traitement comprend un extracteur d'air qui aspire les gaz du sol dans chaque puits, un dispositif de séparation de l'eau si elle est aspirée, et un filtre à charbon actif pour le traitement des gaz extraits avant rejet à l'atmosphère. Le prestataire en charge de l'opération a expliqué que le bon fonctionnement des unités est suivi via des alarmes retransmises sur téléphone (débit et température des gaz aspirés). Le prestataire doit passer une fois par mois, pour faire, entre autres, les mesures de rejets atmosphériques, telles que prescrites à l'article 5 de l'arrêté du 20 janvier 2023. Les travaux sont prévus pour une durée de 3 à 6 mois, suivant les zones. Lors de la visite, 3 des 4 unités de traitement étaient déjà démarrées, et le démarrage de la dernière était attendue dans la semaine. La zone n°6, correspondant à une emprise de l'autre côté de la rue Laveissière, au niveau du faisceau de rail, a fait l'objet d'une dépollution par excavation des terres et traitement ex-situ. L'inspection a constaté que la zone avait été remblayée. Observation n°1 : les travaux d'excavation de la zone n°6 devront être détaillés dans le rapport de fin de travaux qui sera remis à la fin du processus de venting.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2023, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit poursuivre la réalisation des actions prescrites par le code de l'environnement en matière de mise à l'arrêt et remise en état de son site, par la mise en œuvre de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués sur les parcelles non visées par le diagnostic de pollution des milieux du 24 août 2021, mais concernées par l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 15 juin 2018. Ces parcelles sont celles ayant accueilli ou accueillant le faisceau de rails ferroviaires depuis l'usine jusqu'à la Seine (ex. périmètre ICPE). Les diagnostics de pollution des milieux des parcelles sus-définies sont transmis à l'inspection des installations classées sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Par courriel du 14 avril 2023, l'exploitant a présenté un programme d'investigations complémentaires portant sur les parcelles accueillant le faisceau ferroviaire de l'usine. Il s'appuie sur une méthodologie développée avec la SNCF en matière d'analyse des sols : <ul style="list-style-type: none">- un sondage de sol pour 500 m de voie ferrée, avec un maillage pour les zones à plusieurs voies (embranchements),- 23 sondages au total,- recherche des paramètres hydrocarbures, HAP, BTEX, COHV, métaux. L'inspection considère que la mise en œuvre de ce programme doit répondre à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet